

Israël/Palestine : des raccourcis bien entretenus...

NON, ce conflit n'a pas commencé le 7 octobre avec l'attentat du Hamas !

Il y a 75 ans le jeune État d'Israël forçait par la terreur 800 000 Palestiniens à fuir leurs terres et leurs villages et devenir des réfugiés. Ils sont à présent 6 millions vivant dans des camps administrés par l'ONU. L'installation croissante et violente de colonies de peuplement sur ce qui reste des terres palestiniennes s'est accrue de façon exponentielle ces dernières décennies.

En Cisjordanie, nous comptons plus de 400 personnes tuées depuis le début de l'année. Le blocus (terre, air, mer) imposé par Israël à la bande de Gaza a plongé depuis 17 ans la population dans la plus extrême détresse.

Qui a produit les monstres ?

Le vol méthodique de 90 % des terres palestiniennes par l'occupant sioniste depuis 1967, les crimes de guerre sur des civils, les déplacements de population, les destructions de maisons, dénoncés périodiquement par les instances de l'ONU n'ont fait l'objet d'aucune sanction. Les Palestiniens ont tout tenté, de la résistance armée, aux manifestations non-violentes jusqu'aux tables de négociation. Mais rien n'a fait diverger Israël de son objectif de colonisation totale des territoires, soutenu sans faille par les USA et accompagné par l'Europe chargée d'en financer les dégâts collatéraux.

Nous condamnons les crimes perpétrés par le Hamas le 7 octobre, qui ont marqué une nouvelle phase dans l'affrontement entre Israël et la Palestine. Le massacre prémédité de civil·es, a provoqué un sentiment d'horreur et de terreur. L'effet produit sur l'opinion israélienne a permis au gouvernement Netanyahu d'accroître encore la répression et les persécutions contre la population palestinienne, d'organiser une réplique militaire disproportionnée, qui est également l'occasion de crimes en droit international, qui a massivement visé les populations civiles de la bande de Gaza, dont plus d'1,6 million subit un déplacement forcé selon l'ONU. Outre un effroyable coût humain, le risque d'embrasement régional est réel. Cette guerre doit cesser.

NON Israël n'est pas un exemple de démocratie !

Israël s'est proclamé en 2018 "**l'État-nation du peuple juif**", et à ce titre, il demeure un État " démocratique " pour sa seule population juive.

Sur les autres populations il perpétue inéluctablement son projet sioniste du grand Israël en annexant illégalement les terres. Un État qui pratique une colonisation violente, dont le crime d'Apartheid est à présent reconnu par toutes les ONG se réclamant des droits humains qui n'a ni constitution ni de frontières officielles peut-il être considéré comme une démocratie exemplaire ?

Israël jusqu'où l'impunité ?

Par son refus d'appliquer depuis 1948 toutes les résolutions de l'ONU, par les crimes de guerre perpétrés par son armée depuis des décennies sur les populations civiles, par une occupation violente et illégale des territoires palestiniens, par le blocus de Gaza, Israël, gouverné par des racistes extrémistes n'est plus un État fréquentable.

Au lieu de sanctionner cet État, les démocraties occidentales comme la France renient leurs propres valeurs en matière de droits humains et acceptent Israël comme partenaire économique privilégié, lui accordant même "le droit de se défendre" alors qu'il est l'agresseur et l'occupant depuis 75 ans.

NON : critiquer l'État d'Israël n'est pas être antisémite.

C'est seulement porter jugement de sa politique violente d'occupation et de colonisation. De nombreux juifs d'Israël et du monde entier critiquent eux-mêmes le comportement de ce pays et les persécutions commises envers le peuple palestinien.

***Halte au massacre à Gaza et arrêt du blocus
Boycott Désinvestissement Sanctions envers Israël***

